



Uni-es face à la répression syndicale

Au lendemain d'une nouvelle lutte sociale dans le rail, la direction de l'entreprise publique SNCF a décidé de sanctionner, de briser les militantes et militants qui ont lutté ces derniers mois. Un esprit de revanche s'intensifie ces derniers jours au sein de nos différentes entreprises

Les directions locales – sur ordre du DRH Mobilités - **veulent faire payer** - à certains militants bien ciblés- le rassemblement syndical en gare de Grenoble du 18 juin réunissant une centaine de personnes dans le cadre de **la lutte contre le pacte ferroviaire**. Ce rendez-vous n'a été qu'un moment d'échange calme entre les grévistes et les usagers du rail.

L'objectif des patrons est très clair : **ils ont décidé de s'attaquer au syndicalisme**. Ils rêvent de n'avoir plus aucune opposition pour mettre encore plus de pression sur les cheminot-es, accélérer les restructurations et privatisations.

Ces dernières semaines, le nombre de procédures de radiation est très alarmant ; **et tout particulièrement à l'ESV Alpes**. Normalement, c'est par le dialogue que la direction devrait rétablir les liens avec les salarié-es ; à la SNCF, elle a choisi la manière autoritaire et répressive.

Les organisations syndicales CGT – SUD-Rail – FO se sont mobilisées ensemble contre le pacte ferroviaire. Elles vont continuer à être unies devant la répression antisyndicale mise en œuvre par la direction SNCF.

Elles apportent leur soutien aux 6 militants de Grenoble et demandent l'abandon des sanctions disciplinaires pour ces grévistes qui ont défendu le service public ferroviaire et leur entreprise avec la plupart d'entre nous.

Les organisations syndicales CGT – SUD-Rail - FO appellent tous les cheminots-es à participer massivement au rassemblement du 14 septembre 2018 en gare de Grenoble à partir de 11 h00.